

DOSSIER DE PRESSE

5 novembre 2021

Incompréhension et colère des commerçants et prestataires de service, suivant l'annonce de la prolongation du confinement strict pour les deux prochains week-ends.

Les mesures de restriction ont été acceptées quand leur intérêt sanitaire était compris car expliqué et clairement justifié. Mais aujourd'hui, se pose la question de l'intérêt à demander à tous ces commerçants et prestataires de services, de nouveaux sacrifices, alors que tous les indicateurs montrent le recul de l'épidémie : taux d'incidence et nombre de nouveaux cas en baisses constantes. Au-delà du fort impact négatif pour les commerçants, le MEDEF-NC tire également la sonnette d'alarme sur le coût énorme de ces mesures pour l'ensemble de la collectivité : chute des recettes (TGC, cotisations sociales), chômage partiel supplémentaire à financer.

A l'heure où la Nouvelle-Calédonie connaît une crise économique et budgétaire majeure, quel intérêt d'ajouter de la difficulté à la difficulté sans qu'aucun effet sanitaire positif tangible ne soit avéré ?

L'objet de cette conférence de presse est de délivrer plusieurs appels à une extrême attention et vigilance de la part des autorités, pour la survie des emplois et des investisseurs.

Si nous comprenons l'importance de la lutte contre la crise sanitaire, nous dénonçons une décision de fermeture injuste, inéquitable et lourde de conséquences économiques et sociales.

L'ouverture des commerces et prestataires de services est autorisée la semaine mais pas le week-end qui représente jusqu'au tiers de l'activité des commerces. *En quoi cette mesure permettrait-elle de mieux lutter contre l'épidémie ? Quel est l'intérêt d'inciter tout le monde à faire ses courses avant 14h ?* **Disposer de plus larges plages horaires n'augmente pas le risque, bien au contraire.**

Une décision de **fermeture injuste** car les commerces ont mis en place toutes les mesures permettant d'assurer la sécurité des collaborateurs et des consommateurs : Masque, gel, distanciation sociale, limitation du nombre de clients, isolement des produits... Grâce à ces efforts, nous savons que nos **commerces** ne sont aujourd'hui **pas responsables de la propagation du virus**.

Inéquitable car en privant certains commerces physiques de leur pleine activité, elle modifie les comportements des consommateurs.

Cette décision de **fermeture** aura donc des **conséquences économiques et sociales**. Plus elle durera, plus nombreux seront les risques de suppression de magasins et d'emplois.

Dans ces conditions, le succès de la lutte contre la Covid-19 repose tout autant sur l'efficacité des mesures sanitaires que sur son acceptabilité collective.

Les décisions prises ne peuvent être acceptées que lorsqu'elles sont comprises et ressenties comme justes par tous. Force est de constater que ces conditions ne sont aujourd'hui pas réunies et que les inégalités et les incompréhensions restent criantes.

C'est la raison pour laquelle, nous demandons de rouvrir tous les commerces sans distinction dans un cadre responsable et équitable.
Cette solution est la seule possible !

Il est crucial de sauvegarder les **entreprises** qui sont aujourd'hui **en réel danger de disparition** et de limiter les impacts délétères pour les **comptes publics** et les **emplois**.

*Faute d'un niveau de vaccination de la population satisfaisant, **que ferons-nous** si dans les prochains mois une **2^{ème} vague** de propagation de la Covid-19 survient ?*

Devrons-nous à nouveau fermer ? Vivrons-nous une nouvelle fois ce jour sans fin ?

Non, les commerces ne survivront pas à ces fermetures successives. Nous devons apprendre à **vivre avec le virus**. La période des fêtes de Noël est la plus importante pour la plupart des commerçants et représente entre 20 % et 60 % du chiffre d'affaires de l'année.

Nous devons apprendre à commercer avec le virus !

Au moment où les Calédoniens commencent leurs achats de Noël, il est plus que jamais essentiel de **mettre en œuvre**, ensemble, **les moyens les plus adaptés** pour accueillir les clients en toute sécurité. Cela suppose une réouverture responsable des points de vente pour permettre à la clientèle **d'anticiper ses achats** et de ne pas les **concentrer** sur les **toutes dernières semaines** de l'année.

Nous sommes prêts à **travailler** avec le **Gouvernement** au renforcement, lorsque cela est possible, des **règles sanitaires**.

Ce sauvetage du commerce suppose également des mesures d'accompagnement à la hauteur des enjeux compte tenu d'une fin d'année à très haut risque.

Nous rappelons que les commerces **souffrent** de plein fouet, la **hausse** des **prix du fret** et des **produits manufacturés**, avec des impacts délétères sur leur trésorerie.

Si nous saluons le renforcement de certaines mesures annoncées par **l'État**, il n'est **pas acceptable** que de **nombreuses entreprises** soient toujours **exclues** de ces **dispositifs**. Les pertes d'exploitations subies par les commerces doivent être indemnisées, c'est une **question d'éthique**.

Participants conférence :

- Mimsy DALY, Présidente du MEDEF-NC
- Laurent VIRCONDELET, Président de la Fédération du Commerce, Président du SIDNC.
- Frédéric PRATELLI, Président du Syndicat des commerçants.
- Jean-Pierre CUENET, Président du Syndicat des restaurateurs
- Serge LAYEC, Restaurateur (Marmite et Tire-Bouchon, La Chaumière, Texas Grill)
- Ronan DALY, Commerçant (Marlène)
- Charles GERMAIN, Commerçant (Atelier du Jouet, Caverne d'Ali Baba, MINISO)